



Le DPM plaide pour offrir de nouvelles opportunités aux enfants des refuges

Page 4



Page 3

Le Haut Commissaire australien discute des partenariats éducatifs avec le Premier ministre Ramgoolam

Mme Kalawti Ramnawaj fête ses 100 ans



Page 3

Les gagnants de la 11e édition de Science Quest ont reçu des prix en argent



Page 3



Page 4

L'atelier MRA-US renforce les capacités de renseignement et d'enquête

FOOTBALL

Nuit de violence et de pillage à Paris après la victoire du PSG



Un mort, 780 interpellations dont 277 à Paris 57 policiers blessés dans des affrontements

Page 8

France

Le philosophe et sociologue Edgar Morin est décédé à l'âge de 104 ans

Le sociologue et philosophe Edgar Morin est décédé vendredi 29 mai 2026 à l'âge de 104 ans, a annoncé sa famille à France Inter.

Philosophe, sociologue, ancien résistant, membre du PCF et intellectuel engagé, Edgar Morin – de son vrai nom David Salomon Nahoum – est décédé vendredi 29 mai 2026 à l'âge de 104 ans, a annoncé sa famille par communiqué à la radio France Inter.

Figure majeure de la vie intellectuelle française et géant de la pensée, marqué politiquement à gauche, il était l'auteur d'une œuvre très diverse, connue bien au-delà de la France, à contre-courant de la sociologie traditionnelle se présentant comme une réflexion sur l'Homme à partir des données de la science.

Une approche pluridisciplinaire de la science

« Jusqu'à ses derniers jours, Edgar Morin est demeuré attentif au monde, aux autres, et aux grands enjeux humains qui ont nourri sa pensée, a indiqué son épouse, Sabah Abouessalam Morin, dans un communiqué transmis à l'AFP. Aujourd'hui, le vide qu'il laisse est immense. Mais son courage, sa fidélité aux êtres et aux idées, son exigence morale et son espérance continuent de nous accom-



pagner. »

L'originalité de ce juif laïque, qui se percevait comme un « braconnier du savoir », a été de refuser la parcellisation de la connaissance, au profit d'une vision culturelle et scientifique pluridisciplinaire. À la fois historien, philosophe et scientifique, il a tenté de briser les frontières entre les disciplines. On l'appelait « le penseur planétaire » car il a visé, à travers le concept de « pensée complexe », à « relier ce qui, dans notre perception habituelle, ne l'est pas », à identifier « ce qui nous unit comme êtres humains ».

« L'humanisme fait personne », pour Emmanuel Macron

À l'annonce de la mort d'Edgar Morin samedi, Emmanuel Macron a rendu hommage au « soldat de la Résistance, militant et affranchi, écrivain et penseur du siècle, défenseur de la nature et des peuples », qui était « l'humanisme fait personne ». « Avec sa bienveillance, sa curiosité, il ne cessait de nous éclairer. Pensée complexe, vie féconde, esprit universel. J'adresse à ses proches les condoléances de la Nation », a écrit sur le réseau X le chef de l'État.

Pour son prédécesseur à l'Élysée François Hollande, Edgar Morin « aura traversé le siècle en l'éclairant ». « Il a cherché toute sa vie où allait l'humanité en lui donnant les clés de la compréhension de son évolution », a déclaré l'ancien président socialiste, sur ses réseaux sociaux.

Autre figure politique qui a salué la mémoire du penseur français, le leader de la France insoumise (LFI), Jean-Luc Mélenchon, a lui souligné l'engagement d'Edgar Morin auprès des Palestiniens. Ce dernier avait « pris sa part dans la protestation contre le massacre des Palestiniens à Gaza », a déclaré le candidat de la gauche radicale à la présidentielle.

Un policier tue un homme qui le menaçait avec un couteau

La police avait été appelée pour un différend entre voisins. Alors qu'un homme, armé de couteaux, fonçait vers trois policiers, l'un d'entre eux a tiré, le touchant à l'abdomen, selon la Préfecture de police de Paris.

Un homme, armé de deux couteaux et se montrant menaçant, a été tué par un policier samedi 30 mai à Bobigny, a fait savoir la Préfecture de police de Paris (PP).

L'homme aurait blessé deux de ses voisins et un des policiers présents lors de l'intervention a été contraint de « faire usage de son arme administrative, l'atteignant à l'abdomen », a détaillé la PP.

Les policiers avaient été appelés pour un différend entre voisins. Arrivés sur place, ils se sont retrouvés face à un homme menaçant, armé de deux couteaux. Alors qu'il fonçait vers les trois policiers, l'un d'entre eux a tiré, touchant cet homme à l'abdomen, selon la PP. Malgré l'intervention du SAMU, il est mort de ses blessures.

Embouteillage sur Everest

En moins de dix heures, il a gravi près de 3.500 mètres, du jamais-vu. L'alpiniste américain Tyler Andrews a battu ce jeudi 28 mai le record de l'ascension la plus rapide de l'Everest avec l'aide d'oxygène, entre le camp de base et le sommet, situé à près de 8.500 mètres d'altitude. Cette performance vient clore une saison déjà inédite pour la montagne de la chaîne himalayenne, marquée par une affluence sans précédent d'alpinistes(nouvelle fenêtre), et qui doit prendre fin dans quelques jours.

Depuis le début du printemps, plus de 950 grimpeurs ont ainsi atteint le "toit du monde" depuis le versant népalais, un record "historique", s'est félicité mercredi 27 mai lors d'une conférence Khim Lal Gautam, un représentant du gouvernement. "D'ici jeudi, leur nombre pourrait franchir le cap des 1.000", a aussi anticipé le responsable, lui-même alpiniste, auprès de l'AFP. Sur la seule journée du 21 mai dernier, quelque 275 alpinistes ont gravi le sommet par ce versant népalais, une première. Une autre voie, par la face nord située au Tibet, a quant

à elle été fermée par la Chine cette année.

"L'expédition m'a semblé un peu bondée" : des files d'attente au sommet

Les chiffres définitifs officiels ne seront confirmés qu'à la fin de la saison, après vérification des preuves des ascensions, mais la situation est d'ores et déjà inédite. Le précédent record remontait à 2019 : 872 alpinistes avaient atteint le sommet en une seule saison(nouvelle fenêtre).

Cette année, le Népal a même délivré 494 permis d'ascension, du jamais vu, et un village de tentes a été improvisé au pied de la montagne, pour héberger à la fois alpinistes et sherpas. Sur des images tournées sur place, à retrouver dans le reportage du 13H de TF1 en tête d'article, on devine ainsi une file indienne interminable de centaines de grimpeurs(nouvelle fenêtre), serpentant sur le massif enneigé. Certaines vidéos montrent même certains d'entre eux immobilisés et agglutinés les uns aux autres, obligés d'attendre pour pouvoir progresser.

Selon les spécialistes, ce pic de fréquentation est notamment lié aux conditions météorologiques favorables. Si les autorités se sont félicitées de ces niveaux d'affluence, ils suscitent aussi des interrogations et des critiques, y compris parmi les alpinistes népalais. Surnommé l'"Homme de l'Everest", Kami Rita Sherpa a décroché un nouveau record dimanche, en gravissant le sommet pour la 32e fois.

"L'expédition m'a semblé un peu bondée cette fois. Il y a davantage de grimpeurs que l'année dernière", a-t-il constaté à son retour. "Le gouvernement devrait réglementer cela. Ils ne devraient autoriser

que des alpinistes de qualité... Il devrait y avoir une limite", a aussi glissé le grimpeur, cité par l'AFP.

Encourager ou réguler le tourisme ? Le Népal pris en "tension"

Cette surfréquentation augmente aussi les risques, l'ascension restant très dangereuse(nouvelle fenêtre), même si les progrès technologiques et logistiques offrent aujourd'hui une meilleure sécurité. Cinq personnes sont mortes depuis le début de la saison, deux alpinistes indiens et trois grimpeurs népalais. Des chiffres toutefois nettement en deçà de la saison 2023, la plus meurtrière, avec 18 morts dans ces expéditions.

La multiplication des ascensions entraîne aussi de vrais problèmes environnementaux : par endroits, la montagne a été transformée en vraie décharge à ciel ouvert(nouvelle fenêtre), entre détrit, sachets plastiques, boîtes de conserve vides... Jusqu'en 2024, le massif était même recouvert par endroits d'excréments de grimpeurs, qui sont depuis obligés de redescendre leurs déjections avec eux, sur décision des autorités népalaises.

Ces dernières ont toutefois du mal à réguler cette surfréquentation, face aux retombées économiques d'un tel succès touristique. Elles continuent de leur côté d'encourager les alpinistes à venir tenter l'expédition. "C'est difficile pour le Népal : cela reste un pays en voie de développement, mais ils sont pris avec cette tension", constate dans le 13H Stéphane Benoist, conseiller technique national pour l'alpinisme, au sein de la Fédération française des clubs alpins et de montagne (FFCAM). Cette affluence "nourrit toute l'économie de la vallée et plus largement", observe-t-il.

Le Socialiste

Un Quotidien d'information, libre et indépendant

Directeur-Rédacteur en chef: Védi Ballah

2ème étage, Cubic Court,
30A, rue Mère Barthélemy, Port-Louis
Tel: 214 1584 -- Tel/Fax: 208 8003

E-mail: lapresselibereesocialiste@yahoo.fr

Website: Lesocialiste.info

Facebook: Lesocialiste.info

Les gagnants de la 11e édition de Science Quest ont reçu des prix en argent

Les lauréats de la 11e édition de Science Quest, un concours national fondé sur des projets scientifiques visant à donner aux élèves du secondaire de l'île Maurice les moyens d'appliquer leurs connaissances scientifiques à des problèmes concrets, ont été annoncés lors d'une cérémonie organisée au Complexe sportif national de la Côte d'Or, en présence du ministre de l'Éducation et des Ressources humaines, le Dr Mahend Gungapersad.

L'initiative est organisée par le Centre scientifique Rajiv Gandhi (RGSC) et soutenue par la Mauritius Commercial Bank Ltd. Dans ce contexte, un total de 86 projets innovants développés par plus de 300 élèves et 80 enseignants de 47 écoles de l'île sont présentés du 26 au 27 mai 2026. Les étudiants exposent des prototypes, des modèles et des affiches sur des sujets tels que : la science des serres, les plateformes de surveillance des inondations, le dessalement solaire de l'eau de mer, les systèmes de production d'énergie alternative.

Dans son allocution lors de la cérémonie de remise des prix, le ministre Gungapersad a décrit Science Quest comme un tremplin permettant aux étudiants de développer leurs compétences et d'appliquer leurs compétences à des situations réelles. Selon lui, les étudiants ont de nombreuses idées novatrices, mais ils ont besoin de plateformes et d'occasions appropriées, ce que le RGSC contribue à offrir dans le cadre de l'initiative Science Quest.

Le ministre a également souligné l'importance de la réflexion nationale et du renforcement des partenariats



public-privé pour faire progresser l'éducation et l'innovation. Il a souligné l'importance des compétences en sciences, technologie, ingénierie et mathématiques (STIM) pour aider les étudiants à renforcer leurs capacités de pensée critique et à développer des solutions pratiques aux défis émergents. Il a cité l'utilisation de la science et de l'intelligence artificielle pour moderniser le secteur agricole comme un exemple d'innovation visant à réduire les importations et à maximiser la production locale.

En outre, le Dr Gungapersad a encouragé les étudiants à rester engagés dans leurs études et à défendre leurs valeurs, leur travail acharné et leur comportement humain afin de lutter contre les problèmes sociaux tels que la toxicomanie et l'intimidation.

Également présent à la cérémonie, le directeur du RGSC, le Dr Aman Kumar Maulloo, a souligné l'importance de promouvoir l'éducation STIM parallèlement à la pensée critique et à la créativité. Il a noté que plusieurs initiatives, à savoir DebaKlima et la Semaine de la science, sont organisées pour développer davantage les talents et les compétences des étudiants à l'appui du développement durable. Il a également appelé à une plus grande participation des étudiants aux concours visant à promouvoir la science et la technologie.

Les lauréats ont été récompensés dans trois catégories en fonction des niveaux scolaires. Chaque équipe gagnante a reçu un prix en argent ainsi qu'un bouclier commémoratif. Les équipes lauréates de l'or ont reçu 25 000 roupies et un bouclier, tandis que les équipes lauréates de l'argent ont reçu 20 000 roupies et un bouclier.

Les lauréats du prix de bronze ont reçu 12 000 roupies et un bouclier. Les récipiendaires du Prix du mérite et les enseignants superviseurs ont également reçu des prix en argent.

Dans la catégorie 1 (7e à 9e année), le prix Or a été décerné au Collège Notre Dame Curepipe pour le projet The Great Metal Escape Featuring Algae : A Natural Solution to Metal Pollution. Le lycée de Reet a reçu le prix d'argent pour Waste to Watts : A Hybrid Bioenergy System, tandis que le Patten College a obtenu le prix de bronze pour la construction d'un transformateur biodégradable avec des fibres de noix de coco à partir de modèles 3D.

Dans la catégorie 2 (de la 10e à la 11e année), l'école secondaire Mahatma Gandhi a remporté la médaille d'or pour le projet The Ionic Engine. L'Adventist College a obtenu le prix Argent pour Algae Biodiesel : A Sustainable Alternative Green Energy, tandis que le Royal College de Port Louis a reçu le prix Bronze pour l'atténuation par sorption de la toxicité allélopathique des sols à l'aide de biocharbon dérivé de Psidium cattleianum et de Chromolaena odorata : implications pour la restauration et l'agriculture durable à Maurice.

Enfin, en catégorie 3 (12e à 13e année), le prix Or a été remis au Collège du Saint-Esprit pour son projet Sentinelle d'amélioration de la motilité des personnes âgées. L'Imperial College a reçu l'argent pour Smart Grid System et l'école secondaire d'État Sir Leckraz Telock a remporté le prix de bronze pour Sign Gesture Motion Assistant

Mme Kalawti Ramnawaj fête ses 100 ans

Mme Kalawti Ramnawaj a fêté son centenaire le 28 mai 2026 lors d'une cérémonie officielle organisée dans sa résidence de Clairfonds, Vacoas, en présence de la maire adjointe du Conseil municipal de Vacoas/Phoenix, Mme Christelle Legrand, ainsi que de sa famille et de ses amis.

Pour honorer le centenaire, le ministère de l'Intégration sociale, de la sécurité sociale et de la solidarité nationale a remis à Mme Ramnawaj un bouquet, une médaille du centenaire, un certificat et un chèque de 26 203 roupies. Elle a également reçu un chèque de 10 000 roupies du Fonds national de solidarité ainsi que des cadeaux comprenant un bouclier, un torchon, une serviette de toilette et une carte d'anniversaire du Conseil des personnes âgées.

Née à Bonne Terre, Vacoas, le 28 mai 1926, Mme Ramnawaj n'a jamais fréquenté l'école. À l'âge de 20 ans, elle se marie avec M. Deenoo Bassoodeho et s'installe à Clairfonds. Après le décès de son mari à l'âge de 47 ans, elle a travaillé comme femme de chambre pour subvenir aux besoins de son foyer et élever ses enfants.

De leur union, 10 enfants sont nés. Mme Ramnawaj est aujourd'hui entourée d'une famille nombreuse composée de 15 petits-enfants, 10 arrière-petits-enfants et trois arrière-arrière-petits-enfants.

La centenaire aime la nourriture végétarienne et est connue pour son style de vie simple et discipliné. Tout au long de sa vie, elle est restée dévouée aux responsabilités familiales et a participé activement aux prières familiales et aux rassemblements sociaux. Elle entretenait également des relations étroites avec les membres de sa famille et ses voisins.

Mme Ramnawaj reste en relativement bonne santé et est capable de marcher sans assistance et a toujours une bonne vue, bien qu'elle souffre de déficience auditive. Elle attribue sa longévité au travail acharné, à un mode de vie hygiénique, à une foi inébranlable en Dieu et à l'amour et aux soins prodigués par ses enfants.

Le Haut Commissaire australien discute des partenariats éducatifs avec le Premier ministre Ramgoolam

Les partenariats en matière d'éducation entre Maurice et l'Australie ont été le principal sujet des discussions lors d'une visite de courtoisie du Haut Commissaire de l'Australie à la République de Maurice, Mme Kate Chamley, au sujet du Premier ministre, Dr Navinchandra Ramgoolam, au nouveau bâtiment du Trésor à Port Louis.

Le Haut Commissaire australien était accompagné, entre autres, du Chancelier de l'Université Curtin de Perth (Australie), M. David Lock; de la Vice-Chancelière, Mme Harlene Hayne; et du Directeur général d'Ecosia Group, M. Cedric de Speville.

Dans une déclaration, le Haut Commissaire Chamley a souligné que Maurice et l'Australie entretenaient des relations chaleureuses, en particulier dans le secteur de l'éducation. Elle a rappelé que l'éducation australienne est présente à tous les niveaux du système mauricien, allant de l'enseignement primaire et secondaire avec le Groupe de Dukesbridge aux partenariats du secteur professionnel entre Charles Telfair Education et les fournisseurs d'enseignement et de formation techniques et professionnels en Australie occidentale, ainsi qu'à l'Université Curtin.

La réunion, a-t-elle déclaré, a été l'occasion d'informer le Premier ministre Ramgoolam de l'excellent travail résultant de 25 ans de partenariat



entre Charles Telfair Education et l'Université Curtin, en plus de discuter des futurs partenariats à Maurice. Elle a fait remarquer que de nouveaux cours sont également disponibles en ligne et a assuré que le Haut-Commissariat australien fera de son mieux pour permettre aux étudiants mauriciens de continuer à bénéficier d'une éducation de qualité.

Quant à Mme Hayne, elle a souligné que la délégation avait pu faire part de ses aspirations pour l'avenir au Premier ministre et examiner les moyens par lesquels l'Australie pouvait continuer à intégrer l'éducation internationale dans l'économie mauricienne.

Le DPM plaide pour offrir de nouvelles opportunités aux enfants des refuges

La vice-Première ministre, ministre de l'Égalité des Genres et de la protection de la famille, Mme Marie Arianne Navarre-Marie, a lancé un appel à la population pour qu'elle accueille les enfants et les adolescents des foyers d'accueil, leur donnant une deuxième chance de s'épanouir dans une famille sûre et heureuse.

Elle s'exprimait lors d'une cérémonie organisée par le ministère de l'Égalité des Genres et de la Protection de la famille pour marquer la Journée mondiale du placement familial, le samedi 30 mai 2026, à Phoenix.

Un groupe de soutien par les pairs pour les parents d'accueil a également été organisé à cette occasion, dans le but de faire le point sur les défis auxquels ils sont confrontés et de discuter des moyens d'améliorer encore le programme de placement familial. La «Maison des soins et de l'affection», une création artistique représentant une famille heureuse dans la chaleur de sa maison, où chaque brique symbolise les liens des membres de la famille, a été dévoilée par le DPM.



Dans son discours d'ouverture, la DPM a souligné que la Journée mondiale du placement familial met en lumière le droit de chaque enfant de grandir dans un environnement sûr et aimant. Les familles d'accueil remplissent cette promesse en ouvrant leur cœur et leur foyer aux enfants vulnérables, en leur offrant de nouvelles possibilités de s'é-

panouir sous les soins et l'affection d'une famille de soutien, a-t-elle déclaré.

Mme Navarre-Marie a déploré que trop d'enfants ne soient pas placés en famille d'accueil en raison de représentations médiatiques négatives qui alimentent des stéréotypes injustes. Tout en reconnaissant que certains enfants

présentent des comportements difficiles découlant de traumatismes passés, le Ministre a souligné que ces cas isolés ne devaient pas entraîner de punition collective pour tous les enfants vivant dans des refuges.

Elle a exprimé sa profonde fierté et sa reconnaissance aux familles qui accueillent des enfants placés dans leurs foyers, défiant les mentalités négatives et les préjugés entourant le placement en famille d'accueil dans la communauté mauricienne. Le DPM a indiqué que 129 enfants sont actuellement placés dans 99 familles d'accueil, ajoutant que 15 millions de roupies avaient été alloués au programme de placement familial dans le budget précédent.

La ministre a également souligné qu'à la suite de la Journée mondiale du placement familial de l'an dernier, le Ministère a pris des mesures pour rationaliser le placement en famille d'accueil et réviser les cadres juridiques. Elle a appelé le public à soutenir les efforts du Gouvernement pour améliorer la vie des enfants dans les refuges, en garantissant une société inclusive où ils peuvent construire un avenir prospère.

L'atelier MRA-US renforce les capacités de renseignement et d'enquête

Un atelier régional de cinq jours sur le thème «Construire des bases de renseignement et utiliser les sources humaines», organisé à l'initiative du Département de la justice des États-Unis et du Bureau fédéral d'enquête (FBI) pour renforcer les capacités de lutte contre la criminalité transnationale organisée, s'est achevé le 29 mai 2026 à la Douane de Mer Rouge, à Port Louis.



ment, du partage d'informations et de la coopération régionale dans la lutte efficace contre la criminalité organisée.

S'exprimant à cette occasion, le Directeur général de l'ARM, M. Rohit Ramnawaz, a souligné l'importance de la formation continue et du renforcement des capacités pour améliorer l'efficacité institutionnelle et renforcer les réponses à l'évolution des menaces criminelles.

Il a remercié les organisations partenaires pour ces initiatives tout en ajoutant que d'autres sessions de formation seront organisées à l'avenir.

Le chargé d'affaires de l'ambassade des États-

Unis, M. Craig Halbmaier, a réaffirmé son engagement à poursuivre la coopération avec Maurice et à lutter contre la criminalité financière et les réseaux criminels transnationaux grâce à une collaboration soutenue et à des efforts de renforcement des capacités.

L'atelier s'est concentré sur l'identification et l'exploitation de multiples sources de renseignements pour appuyer les enquêtes et les poursuites criminelles. Les participants ont également participé à des exercices pratiques visant à renforcer les compétences en matière d'enquête et de poursuite et à promouvoir les meilleures pratiques pour le règlement des cas.

Maurice célèbre le nouveau centenaire, M. Dinnoo Seesungkur



M. Dinnoo Seesungkur, né le 30 mai 1926, a fêté hier ses 100 ans à Jay Villa, Roche Noires en présence du président de la République de Maurice, M. Dharambeer Gokhool, de députés, de membres de sa famille et de proches amis.

À cette occasion, le ministère de l'Intégration sociale, de la sécurité sociale et de la solidarité nationale a remis à M. Seesungkur un chèque de 26 203 roupies, un micro-ondes Midea, un bouquet de fleurs, la médaille du centenaire et un certificat. Le Fonds national de solidarité lui a également remis un chèque de 10 000 roupies, tandis que le Conseil des personnes âgées lui a remis un coffret cadeau.

Né à Plaine des Roches, M. Seesungkur n'a jamais fréquenté l'école. Il était marié civilement à Mme Sooraycomaree Rameessur et le couple vivait à la Plaine des Roches. Tout au long de sa vie professionnelle, il a exercé diverses professions. Pendant la saison de récolte de la

canne à sucre, il a travaillé comme tailleur et chargeur de canne, tandis que pendant la saison morte, il a été employé comme ouvrier au verger Bras d'Eau et dans des plantations de légumes. Il a également gagné sa vie en tant que vendeur de fruits et légumes avant de rejoindre plus tard la Central Water Authority en tant que travailleur contractuel.

Le centenaire a onze enfants, huit fils et trois filles : vingt-six petits-enfants et neuf arrière-petits-enfants.

M. Seesungkur est végétarien. Il jouit d'une bonne santé et part marcher le matin tous les jours. Il a une déficience auditive mais n'utilise pas d'appareils auditifs et bénéficie des visites mensuelles à domicile fournies par le Ministère.

Il attribue sa longévité à son travail acharné, à sa marche matinale quotidienne, à sa foi en Dieu, à son dévouement à aider les voisins dans le besoin et à l'amour et au soutien de sa famille.

CORPORATE AND BUSINESS REGISTRATION
DEPARTMENT
INSOLVENCY SERVICE
OFFICIAL RECEIVER'S OFFICE
ONE CATHEDRALE SQUARE, JULES KOENIG STREET,
PORT LOUIS
Tel. No: 2020600

My Ref: SC/COM/PET/000724/2022

GROUPE ROLAN MAUREL LIMITEE

v/s

GRM-EOT LTD

Petitioner

Respondent

Notice is hereby given that on a petition presented by **GRM-EOT LTD (the company)** has been made by the Bankruptcy Division of the Supreme Court of Mauritius on 26th day of November, 2025 at 10.00 hrs. It is ordered that the company GRM-EOT LTD whose registered address is at No 1, Motorway M1 GRM Building Pailles, Downtown Port Louis be wound up and Mr. V. Virasami, Official Receiver, has been appointed Provisional appointed Provisional Liquidator thereof.

Notice is hereby given **the Meeting of Contributoryies** will be held at the Corporate and Business Registration Department, 11th Floor, One Cathedrale Square, Jules Koenig Street, Port Louis, on the 03th day of June, 2026 at 13.00 hrs, and that the Meeting of Creditors will be held at the same place and on the same day at 13.15 hrs.

Notice is also given that in case creditors having any claim whatsoever against the **GRM-EOT LTD** and for that claim to be considered, a proof of debt verified by an affidavit in accordance with the Insolvency Act 2009 must be lodged with me not later than **03rd day of June, 2026 at 13.00 hrs.**

Persons having in their possession any goods, chatrtels and other property whatsoever belonging to **GRM-EOT LTD** are warned that they must deliver over same to me.

Dated this: 12th May, 2026

V. VIRASAMY
Official Receiver & Provisional Liquidator

NOTICE UNDER SECTION 311 OF
THE COMPANIES ACT 2001

Notice is hereby given that **FXBAY LIVE LTD** (the 'Company') an Authorised Company having its registered address at Premier Business Centre, 10th Floor, Sterling Tower, 14 Poudriere Street, Port Louis, Mauritius is applying to the Registrar of Companies to be removed from the Register of Companies Act 2001.

Notice is hereby also given that the Company has ceased to carry on business, has discharged in full its liabilities to all its known creditors and has discharged in full its surplus assets in accordance with its Constitution and the Companies Act 2001.

Any objection to the removal of the removal of the Company under Section 312 of the Companies Act 2001 is to be made in writing to the Registrar of Companies by latest 25 June 2026.

Dated this 26 May 2026
Premier Financial Services Limited
Registered Agent

NOTICE UNDER SECTION 311 OF
THE COMPANIES ACT 2001

Notice is hereby given that **FXBAY LIVE LTD** (the 'Company') an Authorised Company having its registered address at Premier Business Centre, 10th Floor, Sterling Tower, 14 Poudriere Street, Port Louis, Mauritius is applying to the Registrar of Companies to be removed from the Register of Companies Act 2001.

Notice is hereby also given that the Company has ceased to carry on business, has discharged in full its liabilities to all its known creditors and has discharged in full its surplus assets in accordance with its Constitution and the Companies Act 2001.

Any objection to the removal of the removal of the Company under Section 312 of the Companies Act 2001 is to be made in writing to the Registrar of Companies by latest 25 June 2026.

Dated this 26 May 2026
Premier Financial Services Limited
Registered Agent

NOTICE UNDER SECTION 36(2)(c) OF
THE COMPANIES ACT 2001

Notice is hereby given that the company **TABAN HOLDINGS LTD**, by a special resolution, changed its name to **ZIT Holdings Ltd** as evidenced by the certificate given under the hand and seal of the Registrar of Companies on the 6th May 2026.

Dated this 25th May 2026.
CKLB international Management Ltd
Company Secretary

Ebola

Le patron de l'OMS au Congo

Le directeur général de l'organisation, Tedros Adhanom Ghebreyesus, en RDC depuis jeudi, a atterri à l'aéroport international de Bunia, fermé aux vols commerciaux en raison de l'épidémie, a constaté un journaliste de l'AFP.

« Nous sommes là, à vos côtés, et nous surmonterons cette situation ensemble », a-t-il déclaré à l'adresse des habitants de l'Ituri, au cours d'une conférence de presse dans l'après-midi.

« Nous ne sommes pas ici pour dicter ou dire aux gens ce qu'ils doivent faire. Nous sommes ici pour écouter tous les membres de la communauté, parce que la communauté connaît les problèmes ainsi que les solutions », a-t-il ajouté.

La RDC, pays parmi les plus pauvres au monde, a déclaré le 15 mai une nouvelle épidémie frappant son immense territoire de plus de 100 millions d'habitants. L'OMS a déclenché une alerte sanitaire internationale. Le virus à l'origine de la maladie Ebola, qui provoque une fièvre hémorragique extrêmement meurtrière, a déjà été détecté dans trois provinces congolaises ainsi qu'en Ouganda voisin, où deux nouveaux cas ont été confirmés vendredi, portant à neuf le nombre de cas confirmés recensés dans ce pays d'Afrique de l'Est.

En RDC, 246 décès sur plus de 1000 cas suspects ont été enregistrés, selon un bilan jeudi de l'Africa CDC, l'agence sanitaire de l'Union africaine (UA).

« Désinformation »

La province de l'Ituri compte une large majorité des cas confirmés en RDC, selon l'OMS.

Les services de l'État y sont largement absents dans les zones rurales, et la présence de groupes armés qui massacrent régulièrement des civils y rend l'accès difficile.

Des incidents ont également éclaté dans des centres de traitement des malades d'Ebola en Ituri.

« Un des défis qui rendent cette réponse complexe, c'est qu'il y a de la méfiance dans la communauté. Il y a des informations erronées et de la désinformation », a estimé samedi M. Tedros.

Par ailleurs, des millions de déplacés ayant fui les conflits s'entassent dans des camps dans l'est de la RDC. L'arrivée du virus dans ces espaces miséreux où la promiscuité règne et où les conditions d'hygiène sont désastreuses serait catastrophique.

Les autorités sanitaires internationales estiment que l'ampleur de l'épidémie n'est encore pas connue et que les bilans sont probablement sous-estimés, principalement en raison de la faible capacité de la RDC à mener des tests en laboratoire pour confirmer les cas de transmission.

« Jamais une épidémie de maladie Ebola n'avait enregistré autant de cas dans les premiers jours de sa déclaration », s'est inquiété samedi Alan Gonzalez, directeur adjoint des opérations de l'ONG Médecins sans frontières (MSF), dans un communiqué.

NOTICE UNDER SECTION 311(2) COMPANIES
ACT 2001

Notice is hereby given that the company “**OLIVIA HOUSE PTY LTD**” having its registered office at Motorway M3, First Floor K L House, Riche Terre to be removed from the register of companies under section 309 (1) (d) of the Companies Act 2001, on the following ground. The company has ceased to operate and has discharged in full its liabilities to all its known creditors, and has distributed its surplus assets in accordance with constitution and the Companies Act 2001.

Any Objection to the removal, under section 312 of the Companies Act 2001 shall be delivered to the Registrar of Companies within 28 days of the date of this notice i.e. not later that **29th June 2026.**

Dated this **01/07/2026.**

MR YEUNG SHI YIN JOSEPH CEDRIC SIK KHEONG (DIRECTOR)

CORPORATE AND BUSINESS REGISTRATION
DEPARTMENT
INSOLVENCY SERVICE
OFFICIAL RECEIVER'S OFFICE
ONE CATHEDRALE SQUARE, JULES KOENIG STREET,
PORT LOUIS
Tel. No: 2020600

My Ref: SC/COM/PET/000368/2025

Dear Sir,

Development Bank of Mauritius Ltd

v/s

Deve Kumar Ramsagur

Petitioner

Respondent

Notice is hereby given that on a petition presented by **Development Bank of Mauritius Ltd** dated **29th day of October 2025 at 10.47 a.m a Bankruptcy Order** has made on the **29th day of October 2025 at 10.47 a.m** against **Mr Dev Kumar Ramsagur** residing at **Motee Lane, Palma Quatre Bornes**. And that, by law, the property of the above-named is now vested in me.

Persons having in their possession any goods, chattels and other property whatsoever belonging to the above- named debtor are warned that they must deliver over same to me.

Notice is also given that the **first Meeting of Creditors** of the above-named debtor shall be held at my office, at the Corporate and Business Registration Department, 11th Floor, One Cathedrale Square, Jules Koenig Street, Port Louis on **18th day of May 2026 at 14.00 hrs**

Dated this: 27th day of April, 2026

V. VIRASAMY
Official Receiver

NOTICE UNDER SECTION 309 OF
THE COMPANIES ACT 2001

Notice is hereby given that **Athyte Limited** (“the Company”) incorporated in Mauritius and having its Registered Office at, 2nd Floor , Suite 122, Harbour Front Building, President John Kennedy Street, Port Louis, Mauritius has applied to the Registrar of Companies for removal of the Company from the Register under Section 309(1)(d) of the Companies Act 2001. The Company has ceased its activities and has discharged in full its liabilities from all its known creditors.

Objection of removal, if any, should be filed with the Registrar of Companies, not later than 28 days from the date of publication of this notice.

Dated 29th May 2026
Renesis Financial Services Ltd
Registered Agent

Ebola

Le patron de l'OMS au Congo

Le directeur général de l'organisation, Tedros Adhanom Ghebreyesus, en RDC depuis jeudi, a atterri à l'aéroport international de Bunia, fermé aux vols commerciaux en raison de l'épidémie, a constaté un journaliste de l'AFP.

« Nous sommes là, à vos côtés, et nous surmonterons cette situation ensemble », a-t-il déclaré à l'adresse des habitants de l'Ituri, au cours d'une conférence de presse dans l'après-midi.

« Nous ne sommes pas ici pour dicter ou dire aux gens ce qu'ils doivent faire. Nous sommes ici pour écouter tous les membres de la communauté, parce que la communauté connaît les problèmes ainsi que les solutions », a-t-il ajouté.

La RDC, pays parmi les plus pauvres au monde, a déclaré le 15 mai une nouvelle épidémie frappant son immense territoire de plus de 100 millions d'habitants. L'OMS a déclenché une alerte sanitaire internationale. Le virus à l'origine de la maladie Ebola, qui provoque une fièvre hémorragique extrêmement meurtrière, a déjà été détecté dans trois provinces congolaises ainsi qu'en Ouganda voisin, où deux nouveaux cas ont été confirmés vendredi, portant à neuf le nombre de cas confirmés recensés dans ce pays d'Afrique de l'Est.

En RDC, 246 décès sur plus de 1000 cas suspects ont été enregistrés, selon un bilan jeudi de l'Africa CDC, l'agence sanitaire de l'Union africaine (UA).

« Désinformation »

La province de l'Ituri compte une large majorité des cas confirmés en RDC, selon l'OMS.

Les services de l'État y sont largement absents dans les zones rurales, et la présence de groupes armés qui massacrent régulièrement des civils y rend l'accès difficile.

Des incidents ont également éclaté dans des centres de traitement des malades d'Ebola en Ituri.

« Un des défis qui rendent cette réponse complexe, c'est qu'il y a de la méfiance dans la communauté. Il y a des informations erronées et de la désinformation », a estimé samedi M. Tedros.

Par ailleurs, des millions de déplacés ayant fui les conflits s'entassent dans des camps dans l'est de la RDC. L'arrivée du virus dans ces espaces miséreux où la promiscuité règne et où les conditions d'hygiène sont désastreuses serait catastrophique.

Les autorités sanitaires internationales estiment que l'ampleur de l'épidémie n'est encore pas connue et que les bilans sont probablement sous-estimés, principalement en raison de la faible capacité de la RDC à mener des tests en laboratoire pour confirmer les cas de transmission.

« Jamais une épidémie de maladie Ebola n'avait enregistré autant de cas dans les premiers jours de sa déclaration », s'est inquiété samedi Alan Gonzalez, directeur adjoint des opérations de l'ONG Médecins sans frontières (MSF), dans un communiqué.

NOTICE UNDER SECTION 311 (2) OF
THE COMPANIES ACT 2001

Notice is hereby given – That Inventus Capital Partners (Mauritius) Ltd, a Global Business licence Company, having its registered office at 8th Floor, Ebene Tower, 52 Cybercity, Ebene, Mauritius is to be removed from the register of companies under Section 309(1)(d) of the Companies Act 2001. That the company has ceased to carry on business, has discharged in full its liabilities to all its known creditors, and has distributed its surplus assets in accordance with its Constitution and Companies Act 2001. That any objection to the removal under Section 313 of the Companies Act 2001 shall be of delivered to the Registrar of Companies at latest 28 days after the date of publication of dissolution.

Anex Management Services Limited
Company Secretary
Date 21May 2026

CORPORATE AND BUSINESS REGISTRATION
DEPARTMENT
INSOLVENCY SERVICE
OFFICIAL RECEIVER'S OFFICE
ONE CATHEDRALE SQUARE, JULES KOENIG STREET,
PORT LOUIS
Tel. No: 2020600

My Ref: SC/COM/PET/000180/2025

Sir,

FF MEGA STORES LTD

v/s

MARIE LARISSA CINDY GOVIND (Bn BALTHAZARE)

Petitioner

Respondent

Notice is hereby given that on a petition presented by **FF MEGA STORES LTD** dated **05th day of February 2026 at 10.46 a.m a Bankruptcy Order** has made on the **05th day of February 2026 at 10.46 a.m** against **Mrs MARIE LARISSA CINDY GOVIND (Born BALTHAZARE)** residing at **Cite NHDC No: 82 Balance Road, Plaine Magnien**. And that, by law, the property of the above-named is now vested in me.

Persons having in their possession any goods, chattels and other property whatsoever belonging to the above- named debtor are warned that they must deliver over same to me.

Notice is also given that the **first Meeting of Creditors** of the above-named debtor shall be held at my office, at the Corporate and Business Registration Department, 11th Floor, One Cathedrale Square, Jules Koenig Street, Port Louis on **15th day of May 2026 at 11.00 hrs a.m**

Dated this: 22nd day of April, 2026

V. VIRASAMY
Official Receiver

CORPORATE AND BUSINESS REGISTRATION
DEPARTMENT
INSOLVENCY SERVICE
OFFICIAL RECEIVER'S OFFICE
ONE CATHEDRALE SQUARE, JULES KOENIG STREET,
PORT LOUIS
Tel. No: 2020600

My Ref: SC/COM/PET/000180/2025

Sir,

FF MEGA STORES LTD

v/s

MARIE LARISSA CINDY GOVIND (Bn BALTHAZARE)

Petitioner

Respondent

Notice is hereby given that on a petition presented by **FF MEGA STORES LTD** dated **05th day of February 2026 at 10.46 a.m a Bankruptcy Order** has made on the **05th day of February 2026 at 10.46 a.m** against **Mrs MARIE LARISSA CINDY GOVIND (Born BALTHAZARE)** residing at **Cite NHDC No: 82 Balance Road, Plaine Magnien**. And that, by law, the property of the above-named is now vested in me.

Persons having in their possession any goods, chattels and other property whatsoever belonging to the above- named debtor are warned that they must deliver over same to me.

Notice is also given that the **first Meeting of Creditors** of the above-named debtor shall be held at my office, at the Corporate and Business Registration Department, 11th Floor, One Cathedrale Square, Jules Koenig Street, Port Louis on **15th day of May 2026 at 11.00 hrs a.m**

Dated this: 22nd day of April, 2026

V. VIRASAMY
Official Receiver

La Malaisie rejoint la vague mondiale de restrictions des réseaux sociaux pour les mineurs

La Malaisie va obliger les principaux réseaux sociaux à vérifier l'âge des utilisateurs et interdire aux moins de 16 ans de créer des comptes, en vertu de nouvelles règles entrées en vigueur lundi, emboitant le pas à d'autres pays sur cette question.

Ces obligations s'appliquent aux plateformes comptant au moins huit millions d'utilisateurs dans ce pays d'Asie du Sud-Est, dont Facebook, Instagram, TikTok et YouTube.

Les entreprises bénéficieront d'une période de grâce pour mettre en oeuvre ces mesures, a indiqué l'autorité de régulation des communications, sans en préciser la durée. Le pays est le dernier en date à tenter de restreindre l'accès des jeunes aux réseaux sociaux, alors que l'inquiétude progresse quant à leurs effets négatifs sur le bien-être des enfants.

L'Australie est devenue en décembre le premier pays à exiger de TikTok, YouTube, Snapchat et d'autres grands sites qu'ils suppriment les comptes détenus par des moins de 16 ans, sous peine de lourdes amendes. Elle a été imitée ensuite par l'Indonésie en mars, tandis qu'en France, un projet de loi visant à interdire les réseaux sociaux aux moins de 15 ans a été adopté par le Sénat.

Le parlement turc a approuvé en avril une loi similaire, et certains autres pays européens, dont la Norvège, la Grèce, l'Espagne et le Danemark, ont indiqué qu'ils introduiraient

des restrictions similaires.

- Insuffisance -

Mais trois mois après l'entrée en vigueur de ses lois inédites, l'Australie a constaté qu'une "proportion substantielle d'enfants australiens" continuait à utiliser les plateformes interdites.

Et l'ONU a alerté la semaine dernière sur les insuffisances des restrictions d'âge votées dans plusieurs pays, appelant à des mesures plus fermes des États comme des entreprises.

En Malaisie, les plateformes sont tenues à compter de lundi de mettre en place des "mesures de vérification de l'âge", notamment des contrôles à partir de documents officiels tels que les cartes d'identité ou les passeports.

Les réglementations exigent également une "gouvernance des contenus renforcée" sur les réseaux sociaux, les plateformes devant "mettre en oeuvre des mesures proactives et systémiques pour atténuer les risques liés aux contenus nuisibles".

Ces règles sont assorties de sanctions financières pouvant atteindre 10 millions de ringgits malaisiens (2,16 millions d'euros) pour les entreprises concernées, a précisé la Commission malaisienne des communications et du multi-média.

Selon l'instance, ces mesures "ne visent pas à interdire aux enfants l'accès à internet ni à leur refuser l'accès à la tech-

nologie", mais à promouvoir un accès aux réseaux sociaux adapté à l'âge.

Cependant, des organisations ont exhorté la Malaisie à retirer cette "interdiction générale" des réseaux sociaux pour les moins de 16 ans.

"Les enfants ne doivent pas être empêchés d'accéder au monde numérique, ils doivent pouvoir le faire en toute sécurité et d'une manière qui protège leurs droits", ont déclaré vendredi, dans un communiqué commun, l'organisation britannique de défense de la liberté d'expression Article 19 et d'autres groupes.

"L'interdiction générale proposée des réseaux sociaux ne s'attaque pas aux problèmes de fond liés aux modèles économiques et aux services des entreprises de réseaux sociaux", ont-ils ajouté.

Les Etats-Unis confirment avoir abattu un bateau dans le Pacifique attribué à des narco-trafiquants : trois morts

Le Commandement militaire américain pour l'Amérique latine et les Caraïbes affirme que "le navire transitait le long de routes de narcotrafic connues dans l'est du Pacifique et participait à des opérations de narcotrafic".

L'armée américaine a mené, samedi 30 mai, une nouvelle frappe contre une supposée embarcation de trafiquants de drogue dans le Pacifique, tuant trois hommes, selon le Commandement militaire américain pour l'Amérique latine et les Caraïbes. Cette attaque porte à plus de 200 le nombre total de personnes tuées depuis que l'administration de Donald Trump a lancé son offensive en septembre, selon un décompte de l'AFP.

Dans un message publié sur X, le Commandement militaire américain pour l'Amérique latine et les Caraïbes (Southcom) a déclaré que "le navire transitait le long de routes de narcotrafic connues dans l'est du Pacifique et participait à des opérations de narcotrafic". "Trois narcoterroristes de sexe masculin ont été tués au cours de cette action", a-t-il ajouté.

Des images vidéo en noir et blanc accompagnant le message montraient le bateau immobile en pleine mer avant d'être englouti par une violente explosion. L'administration de Donald Trump n'a jamais fourni de preuve solide permettant d'affirmer que les navires visés étaient effectivement impliqués dans des trafics.

Des experts et des responsables de l'ONU ont dénoncé des exécutions extrajudiciaires. Un organe de surveillance interne au Pentagone va enquêter sur leur légalité, ont rapporté la semaine dernière des médias américains.

Laos

Grotte inondée : quatre autres personnes sauvées

Ce samedi, quatre hommes ont eux aussi pu être extraits de la grotte semi-submergée au Laos où ils étaient piégés depuis dix jours, ont annoncé les sauveteurs, après qu'une première personne a été secourue vendredi. Deux autres sont, elles, toujours portées disparues.

La page Facebook Thailand Rescue Diver a indiqué que les responsables des secours avaient pu «faire sortir quatre autres personnes piégées» vers 15h10 (08h10 GMT) samedi. «Le niveau de l'eau a été abaissé par pompage», a expliqué Lee Kian Lie, un plongeur secouriste malaisien à l'AFP, «ce qui leur a permis de sortir».

Les sept hommes ont été piégés dans une caverne située dans une zone montagneuse reculée de la province de Xaysomboun, au centre du pays, le 20 mai, date à laquelle des crues soudaines les ont isolés alors qu'ils cherchaient de l'or, selon les médias d'État. Les cinq hommes qui ont pu être secourus s'étaient regroupés dans un étroit boyau à environ 300 mètres de l'entrée de la grotte.

Les droits des travailleurs en recul dans le monde, alerte la Confédération syndicale internationale

Arrestations, violences, surveillance numérique... Les droits des travailleurs dans le monde se détériorent, alerte lundi 1er juin la Confédération syndicale internationale (CSI), y compris dans de "grandes démocraties", "signe que la crise est devenue systémique".

"Jadis considérés comme stables, des pays comme les États-Unis et la France contribuent désormais à une recrudescence mondiale de la répression, exposant l'attaque systémique portée à la démocratie et aux droits au travail", alerte l'organisation dans la treizième édition de son indice CSI des droits dans le monde.

Ainsi, "les États-Unis rejoignent la liste des pays à surveiller alors que les attaques portées aux libertés des travailleurs accélèrent l'érosion de la démocratie". En cause, "des restrictions de la négociation collective et le recours à la force contre les travailleurs".

Quant à la France, elle connaît "son plus mauvais classement, signe d'un déclin prolongé des droits des travailleurs, notamment caractérisé par une répression des militants syndicaux et des restrictions imposées aux manifestations".

"Un coup d'État des milliardaires, soutenu par des dirigeants politiques" dénoncé

De façon générale, le nombre de pays qui refusent aux travailleurs l'accès à la justice, les placent en détention ou recourent à la violence, aux atteintes à la liberté d'expression ou de réunion, est en hausse dans le monde, selon cette enquête.

"L'édition 2026 de l'indice CSI des droits dans le monde révèle que la crise des droits des travailleurs ne se limite plus à quelques cas marginaux – elle est désormais au cœur même des démocraties", a commenté Luc Triangle, secrétaire général de la CSI.

Il dénonce ainsi "une attaque coordonnée contre la démocratie – un coup d'État des milliardaires, soutenu par des dirigeants politiques ; les travailleurs sont dépouillés de leurs droits et réduits au silence, et les économies sont manipulées au profit d'une poignée de puissants".

La CSI fait état de "trois tendances structurelles" : des dirigeants syndicaux de premier plan "pris pour cibles", victimes d'arrestations, de violences ou de poursuites en justice ; la surveillance numérique qui permet de "contrôler et

de mettre au pas le personnel, de faire taire les travailleurs et d'empêcher la mobilisation syndicale" ; et les gouvernements qui "écartent les syndicats et les consultent de moins en moins" lors de l'introduction de nouvelles lois sur le travail ou de réformes de la législation du travail.

L'Argentine, l'un des "pires pays au monde pour les travailleurs"

La CSI, qui réalise cette étude depuis 2014, classe 151 pays sur la base de 97 indicateurs s'appuyant sur des conventions de l'Organisation internationale du Travail (OIT) et sa jurisprudence.

Les notes des pays européens et américains "ont atteint leur pire niveau depuis la première édition de l'indice en 2014, signe que la crise est devenue systémique". Par ailleurs, "la montée de l'extrême droite en Europe se traduit de plus en plus par de l'hostilité envers les syndicats et leurs membres".

Parmi les autres pays dont la situation se dégrade figure l'Argentine, désormais parmi les "pires pays au monde pour les travailleurs, après une chute spectaculaire de son classement (...) en seulement deux ans – l'une des baisses les plus marquées jamais enregistrées dans l'indice".

Au pouvoir depuis fin 2023, le président ultralibéral argentin Javier Milei a notamment engagé un "protocole" de lutte contre le "désordre absolu" des manifestations avec blocage de routes, en augmentant les pouvoirs des forces de l'ordre et s'engageant à faire "payer les organisateurs".

Selon la CSI, "l'attaque que mène Milei contre les droits et les protections des travailleurs a provoqué un recul des droits au travail qui fait écho à certains des chapitres les plus sombres de l'histoire du pays", allusion à la dictature militaire des années 1970.

Le Panama fait lui aussi son entrée dans la liste des dix pires pays au monde pour les droits des travailleurs et des travailleuses, aux côtés de la Biélorussie, de l'Égypte, de l'Équateur, de l'Eswatini, de la Birmanie, du Nigeria, de la Tunisie et de la Turquie.

Huit pays figurent en revanche parmi les "bons élèves", où le CSI n'a observé que des "violations sporadiques des droits" syndicaux, tous en Europe (Allemagne, Danemark, Islande...), hormis l'Uruguay.

Antony Gordon de Newcastle signe à Barcelone

Le FC Barcelone démarre ce mercato tambour battant. Alors que la saison vient à peine de se terminer en Espagne et que les regards se tournent vers la finale de Ligue des Champions et surtout la Coupe du Monde, les Culés viennent d'annoncer la signature de leur toute première recrue de cet été. On ne s'y attendait pas forcément car les rumeurs n'ont que quelques jours. Il s'agit d'Anthony Gordon. Il débarque en provenance de Newcastle.

«L'ailier anglais signe jusqu'en 2031 après avoir marqué les esprits en Europe lors de son passage à Newcastle United. Le FC Barcelone et Newcastle United ont trouvé un accord pour qu'Anthony Gordon devienne un Blaugrana pour les cinq prochaines saisons. Il rejoint le club après avoir terminé meilleur buteur de Newcastle United la saison dernière et avoir été le joueur ayant réalisé le plus de dribbles. Gordon a impressionné lors de ses trois apparitions contre le Barça la saison dernière en Ligue des Champions. Et il revêt enfin le maillot du Barça. Ce sera après la Coupe du Monde, ce qui lui offre une nouvelle occasion de prouver sa maturité en tant que joueur ambitieux», informe le communiqué du Barça. L'ailier de 25 ans a paraphé un contrat de 5 saisons avec le champion d'Espagne en titre.

Un transfert à 70 M€

Tout est allé très vite dans ce dossier. L'international anglais est arrivé en Catalogne ce jeudi pour passer sa visite médicale et compléter tous les éléments obligatoires à sa signature. Pour le convaincre, et surtout convaincre les Magpies, les Blaugranas ont déboursé pas moins de 70 M€, plus de 10 M€ de bonus. Peu de monde pensait que le club était en capacité de financer un tel mouvement après des années à devoir se serrer la ceinture.

Ce n'est sans doute pas fini. Hansi Flick et sa direction souhaitent également recruter un numéro 9 de premier plan pour remplacer le départ de Robert Lewandowski. Le nom de Julian Alvarez apparaît comme prioritaire, mais il faudra cette fois monter une opération autrement plus onéreuse. On parle de 150 M€ entre le transfert et le salaire. Gordon va lui vite revenir en Angleterre et retrouver sa sélection qui l'attend pour disputer la Coupe du Monde où il sera regardé de près.

Bernardo Silva quitte Manchester City pour Barcelone pour un contrat de deux ans

Le FC Barcelone franchit des étapes décisives dans son dossier de recrutement de longue date concernant Bernardo Silva, la star de Manchester City. Selon plusieurs sources, l'international portugais accepterait même une baisse de salaire pour s'assurer un transfert en Catalogne. Le milieu de terrain aurait décidé de mettre un terme à son aventure en Premier League et aurait placé le Camp Nou en tête de ses priorités, devançant les autres prétendants européens.

Depuis plusieurs années, le nom de Silva revient régulièrement dans les rumeurs de transfert du FC Barcelone. Le président Joan Laporta et la direction sportive du club admirent depuis longtemps les qualités techniques du milieu de terrain et avaient déjà envisagé un recrutement lorsque Xavi était aux commandes. Cependant, le joueur de 31 ans avait finalement prolongé son contrat à l'Etihad Stadium à l'époque.

Selon Sport, la donne a changé trois ans plus tard : en quête d'un dernier défi majeur en Europe, Silva est aujourd'hui joueur libre et très convoité. Désireux de s'installer en Catalogne où une partie de sa famille réside déjà, le Portugais a chargé son agent, Jorge Mendes, de finaliser un accord avec les Blaugrana.

Enzo Maresca confirmé comme entraîneur à Manchester City

Manchester City négocie activement pour nommer Enzo Maresca au poste d'entraîneur, en remplacement de Pep Guardiola. Un accord définitif est attendu prochainement. Plusieurs membres clés du staff technique, dont Pep Lijnders et Kolo Touré, ont déjà annoncé leur départ de l'Etihad Stadium à l'issue de la saison. Le club se prépare ainsi à entamer une nouvelle ère, après un exercice 2023-2024 en demi-teinte.

Manchester City poursuit les négociations avec Maresca

Manchester City accélère ses démarches pour recruter un nouvel entraîneur. Selon Sky Sports, le club est en pourparlers avec Enzo Maresca cette semaine. Le technicien italien n'est pas un inconnu au sein du club, puisqu'il y a occupé le poste d'entraîneur adjoint lors de la saison 2022-2023. Il a ensuite pris les rênes de Leicester City, où il a dirigé 53 matches avec un bilan impressionnant de 36 victoires, quatre nuls et 13 défaites, avant de rejoindre Chelsea.

Il a quitté Londres dans un climat tendu en janvier, après 92 matches à la tête des Blues (55 victoires, 16 nuls, 21 défaites). Les derniers détails du contrat restent à finaliser, mais une décision est attendue prochainement. Une indemnité substantielle sera nécessaire pour conclure ce transfert.

Paul Merson approuve cette nomination

Alors que les négociations progressent, l'analyste de Sky



Sports Paul Merson affirme avec assurance que cette possible nomination à la fonction d'entraîneur est une évidence. Il déclare : « Je l'appréciais déjà à Chelsea. Je le considérais comme un bon coach. Il va revenir à Manchester City, où il a déjà travaillé et évolué en Premier League. Il connaît déjà plusieurs joueurs des Citizens. Il répond à tous les critères. Il n'aura pas à s'adapter à un nouvel environnement ni à découvrir le championnat. Il s'intégrera donc très bien. Reste à recruter quelques joueurs, mais c'est là que ça coïncide : Liverpool, Arsenal, Man City, Man United et Chelsea sont tous dans la même course. Le marché n'offre pas tant de cibles que ça. Le vainqueur sera celui qui trouvera les bons profils et mettra le plus d'argent sur la table. »

Liverpool licencie Slot comme entraîneur

L'entraîneur de Liverpool FC, Arne Slot, a quitté le club avec effet immédiat, a annoncé l'équipe samedi.

Le Néerlandais, qui avait aidé Liverpool à remporter son 20e titre de champion l'an dernier, a vécu une deuxième saison difficile en Angleterre, son équipe bourrée de stars s'effondrant avant de parvenir à arracher la cinquième place.

De gros recrutements, dont un montant record pour l'attaquant suédois Alexander Isak, avaient fait de Liverpool le favori de nombreux observateurs pour conserver son titre. Mais une blessure d'Isak, une refonte plus large de l'effectif et une forte baisse de forme de l'attaquant vedette Mohamed Salah ont empêché l'équipe de vraiment trouver ses automatismes.

"Qu'il va de soi que cette décision a été difficile à prendre pour nous en tant que club", a déclaré la direction de Liverpool dans un communiqué commun annonçant le départ de Slot.

"La contribution d'Arne à Liverpool FC, durant le temps où il a été avec nous, a été importante, significative et – ce qui compte plus que tout pour les supporters comme pour nous – couronnée de succès", poursuit le texte. Mais les propriétaires expliquent être "arrivés à la conclusion qu'un changement est nécessaire pour que le club continue d'aller de l'avant".



Slot avait pris les rênes de l'équipe première de Liverpool avant la saison 2024, en remplaçant le très populaire Jürgen Klopp.

Salah, troisième meilleur buteur de l'histoire du club, a entretenu cette année des relations houleuses avec Slot et avait, plus tôt dans le mois, critiqué le style du Néerlandais, estimant que Liverpool devait redevenir une "équipe offensive heavy metal que les adversaires craignent".

L'Égyptien quittera lui aussi le club cet été, au terme de neuf années riches en trophées.

Chelsea demande 120 million d'euros pour Enzo Fernandez

Chelsea serait prêt à vendre son milieu de terrain Enzo Fernández au Real Madrid pour un montant de 120 millions de livres sterling, selon plusieurs sources. L'international argentin, qui semblait faire ses adieux aux supporters de Chelsea après leur défaite du dernier jour contre Sunderland, serait à la recherche d'un nouveau défi après que le club n'ait pas réussi à se qualifier pour les compétitions européennes.

TalkSPORT rapporte que Fernández est déçu du manque de football européen et souhaite un nouveau challenge. Bien que Manchester City était auparavant intéressé, son attention s'est portée sur Elliot Anderson de Nottingham Forest, laissant le Real Madrid comme destination la plus probable. L'agent de Fernández, Javier Pastore, a déjà pris contact avec le club espagnol, et le joueur serait réceptif à un transfert au Santiago Bernabéu. Chelsea est désireux de résoudre rapidement l'avenir de Fernández afin d'éviter de perturber les premières étapes du mandat du nouveau manager, Xabi Alonso. Le club accepterait, selon les informations, toute offre correspondant à son évaluation de 120 millions de livres sterling. Fernández a publiquement exprimé son admiration

pour le Real Madrid plus tôt dans l'année, suggérant une volonté de rejoindre les géants espagnols.

Fernández a rejoint Chelsea en janvier 2023 en provenance de Benfica pour un montant de 106,8 millions de livres sterling, devenant à l'époque le joueur le plus cher du club. Il s'est rapidement imposé comme un joueur clé au milieu de terrain, faisant preuve de sa qualité de passe et de son travail défensif. La saison dernière a été sans doute la plus marquante depuis son arrivée à Londres, malgré les difficultés générales de l'équipe. Un transfert au Real Madrid lui permettrait de retrouver un club qui se bat constamment au plus haut niveau du football européen et pourrait lui offrir une plateforme pour améliorer davantage sa réputation. Si le transfert se concrétise, il représenterait à la fois un record de vente pour Chelsea et un investissement important pour le Real Madrid à un poste clé.

Cette vente pourrait permettre à Alonso de remodeler le milieu de terrain de Chelsea à son goût et de fournir des fonds pour de nouveaux recrutements lors du mercato estival.

Nuit de violence et de pillage à Paris après la victoire du PSG

Un mort, 780 interpellations dont 277 à Paris 57 policiers blessés dans des affrontements

Si la victoire du PSG en finale de la Ligue des Champions le samedi 30 mai a été suivie de nombreux rassemblements festifs qui se sont déroulés sans heurts, plusieurs débordements ont aussi eu lieu sur tout le territoire, a déclaré Laurent Nuñez, ministre de l'Intérieur, ce dimanche 31 mai. "La situation a été globalement sous contrôle", a estimé le ministre, avant de dresser un bilan de la nuit, auquel s'ajoutent les informations du parquet de Paris.

• Un mort dans un accident de moto de cross

Le parquet de Paris a rapporté la mort d'un homme né en 2002, aux alentours d'une heure du matin, après avoir heurté avec sa moto de cross des blocs de béton installés sur une bretelle de sortie du périphérique parisien, au niveau de la porte Maillot (16e).

Ces blocs, d'environ un mètre de hauteur et signalisés, avaient été installés par les services de la mairie de Paris pour fermer l'accès au périphérique.

• 219 blessés, dont huit graves, chez les participants, 57 côté forces de l'ordre

Au total, 219 participants aux festivités ont été blessés, "dont huit graves", a déclaré le ministre de l'Intérieur. Le parquet de Paris déclare notamment qu'un jeune homme de 17 ans a été grièvement blessé par arme blanche. Il a notamment été touché par des coups de couteau au visage portés par quatre individus, qui ont pris la fuite. Son pronostic vital est engagé.

Laurent Nuñez a aussi déclaré que "57

fonctionnaires de police et de gendarmerie ont été blessés" pendant la nuit, sans qu'"aucun ne le soit grièvement "au sens médical", même si certaines blessures sont "impressionnantes". Il a également signalé un usage "accru des tirs de mortiers" contre les forces de l'ordre, qui ont été pris à partie par certains individus.

• 780 interpellations et 457 gardes à vue, plus que l'année dernière

Les forces de l'ordre ont interpellé 780 personnes sur l'ensemble du territoire, dont 480 sur le périmètre de la préfecture de police de Paris, a rapporté le ministre, qui précise que ces arrestations ont donné lieu à 457 gardes à vue. À Paris, 277 personnes ont été placées en garde à vue, parmi lesquelles 195 majeurs et 82 mineurs, selon le parquet de Paris.

Cela représente une hausse par rapport à l'année dernière, après la première victoire du PSG en Ligue des Champions, qui avait donné lieu à 592 interpellations, dont 491 à Paris. Il s'agit donc d'une hausse de 32%.

• A Paris, le périphérique envahi, une terrasse emboutie, un policier percuté...

Les forces de l'ordre ont compté cinq tentatives d'envahissement du périphérique parisien à quatre endroits différents, qui ont systématiquement été empêchées, a déclaré le ministre.

Un peu avant minuit, sur le secteur du boulevard Magenta, une voiture a embouti une terrasse, faisant deux blessés - une personne en urgence absolue et une en urgence relative. Le conducteur de la voiture a perdu le contrôle de son véhicule,



rapporte Laurent Nuñez, qui précise que les passagers avaient auparavant lancé des tirs de mortier sur les forces de l'ordre.

Une source policière rapporte en outre à BFMTV qu'un policier de la BAC (brigade anticriminalité) de nuit a été renversé par une voiture aux alentours d'une heure du matin, sur l'avenue de la Grande armée. Le véhicule a pris la fuite, précise cette source.

• Plusieurs villes concernées par des pillages et des dégradations

Laurent Nuñez a déclaré que des "vols et des pillages de commerces" ont été con-

statés dans "une quinzaine de villes" - "à chaque fois, il s'agit d'un ou deux commerces par commune", précise-t-il. "Les forces de l'ordre sont systématiquement intervenues" et les vols donneront lieu à un "travail judiciaire".

Au total, des débordements et des violences ont été constatés dans "71 communes", a ajouté le ministre.

À Pau et à Orléans, des dégradations de bâtiments publics ont été constatées, signale le ministre, précisant que ces rapports restent à être "consolidés". À Pau, il s'agit d'une médiathèque.

